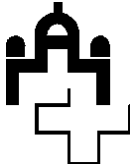


Parlamentsdienste

Services du Parlement

Servizi del Parlamento

Servetschs dal parlament



Sekretariat der Kommissionen für
Umwelt, Raumplanung und Energie
CH-3003 Bern
Tel. 031 322 97 68 / 97 34
Fax 031 322 98 72
www.parlament.ch
urek.ceate@parl.admin.ch

Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie
des Ständerates

MEDIENMITTEILUNG

Rascher Ausbau des Schweizer Stromnetzes

Erdverlegung von Stromleitungen soll begünstigt werden

Die Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Ständerates spricht sich für eine Beschleunigung der Verfahren bei der Erdverlegung von Stromleitungen aus. Zudem sollen Mehrkosten, die bei einer unterirdischen Verlegung von Hochspannungsleitungen anfallen, durch einen Zuschlag auf den Übertragungskosten abgegolten werden können.

Die Kommission stimmte der Motion Fournier 12.3843 „Stromversorgung und Erneuerung des Hochspannungsleitungsnetzes. Kostenteilung“ im Rahmen der Vorberatung mit 9 zu 2 Stimmen bei einer Enthaltung zu. Die Motion verlangt eine Gesetzesänderung, damit Projekte zur Erdverlegung von Stromleitungen im Plangenehmigungsverfahren beschleunigt behandelt werden. Mehrkosten, die bei der Erdverlegung von Hochspannungsleitungen anfallen, sollen bei den Übertragungskosten zugeschlagen werden können. Dabei müssten für Grossverbraucher Sonderkonditionen vorgesehen werden.

Mit zunehmenden Technologiefortschritten und tieferen Kosten werde die Möglichkeit der Erdverlegung von Stromleitungen in Zukunft häufiger in Betracht gezogen, ist die Kommission der Überzeugung, und begrüsst die Entwicklung. Mit gezielt angepassten Rahmenbedingungen soll dieser Trend zusätzlich gefördert werden, zeigt sich die Kommission überzeugt. Sie hebt zudem hervor, dass der Bundesrat in der Strategie Stromnetze für die Umsetzung der Energiestrategie 2050 verschiedene Massnahmen vorsieht, welche die Verfahren zum Bau und Umbau der Stromnetze beschleunigen sollen.

Kein Vetorecht für Standortregionen von geologischen Tiefenlagern

Mit 7 zu 2 Stimmen beantragt die Kommission, einer Standesinitiative Nidwalden (12.319 Kernenergiegesetz. Änderung) keine Folge zu geben. Die Initiative verlangt, dass einem Standortkanton oder einer Standortregion kein Tiefenlager für radioaktive Abfälle aufgezwungen werden darf. Das Problem der Entsorgung radioaktiver Abfälle muss gelöst werden, hält die Kommission fest. Das Kernenergiegesetz lasse nur eine Entsorgung in der Schweiz zu; dabei geniesse die Sicherheit bei der Standortauswahl oberste Priorität. Bei einem Vetorecht der betroffenen Standortregionen allerdings bestünde das Risiko, dass derjenige Standort, welcher die technischen Sicherheitskriterien am besten erfülle, nicht berücksichtigt werden könnte, stellt die Kommissionsmehrheit fest. Die Standortsuche im Verfahren Sachplan geologische Tiefenlager sei zudem bereits weit fortgeschritten, und eine nachträgliche Änderung der gesetzlichen Grundlagen nicht gerechtfertigt, argumentiert die Mehrheit der Kommission weiter. Im Auswahlverfahren würde schliesslich dem Einbezug

der Standortregionen und -kantone ein hoher Stellenwert zugewiesen. Die sichere, richtige Entscheidung von gesamtschweizerischer Tragweite könne nur im Dialog und mit der Unterstützung der betroffenen Bevölkerung gefällt werden.

Davon ist auch die Kommissionsminderheit überzeugt. Der anspruchsvolle Prozess über den Dialog zum Konsens sei allerdings unbedingt nötig und verlange entsprechend Ausdauer. Würde der Bevölkerung am Standort gegen ihre ausdrückliche Zustimmung ein geologisches Tiefenlager aufgezwungen, so wäre das als Missachtung dieses wichtigen Prozesses zu verstehen. Die Minderheit beantragt deshalb, der Initiative Folge zu geben.

Die Kommission hat am 21. Februar 2013 unter dem Vorsitz von Ständerat Didier Berberat (S/NE) in Bern getagt.

Bern, 22. Februar 2013 Parlamentsdienste

Auskünfte:

Didier Berberat, Kommissionspräsident, Tel. 079 240 71 09

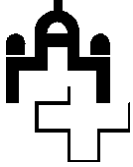
Michael Ruch, Kommissionssekretariat, Tel. 031 324 12 26

Parlamentsdienste

Services du Parlement

Servizi del Parlamento

Servetschs dal parlament



Commissions de l'environnement,
de l'aménagement du territoire
et de l'énergie

Secrétariat

CH-3003 Berne

Tél. 031 322 97 68 / 97 34

Fax 031 322 98 72

www.parlement.ch

urek.ceate@parl.admin.ch

Commission de l'environnement, de l'aménagement
du territoire et de l'énergie du Conseil des États

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Extension rapide du réseau électrique suisse

Favoriser l'enfouissement de lignes électriques

La Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des États souhaite que les procédures applicables lors de l'enfouissement de lignes électriques soient accélérées. Elle estime en outre que le surcoût engendré par l'enterrement de lignes à haute tension doit pouvoir être compensé par un supplément sur les coûts de transport.

Par 9 voix contre 2 et 1 abstention, la commission a approuvé, dans le cadre de la procédure d'examen préalable, la motion 12.3843, déposée par Jean-René Fournier et intitulée « Approvisionnement en énergie et renouvellement du réseau de transport à haute tension par une répartition des charges ». Cette motion vise à modifier la loi afin de permettre le traitement accéléré, dans la procédure d'approbation des plans, de projets de lignes enterrées. Elle demande en outre que les coûts supplémentaires découlant de l'enterrement de lignes à haute tension puissent être répercutés sur les coûts de transport et que des conditions particulières puissent être appliquées aux entreprises à très grande consommation.

Vu l'intensification des progrès technologiques et la baisse des coûts qui en résultent, la commission est convaincue qu'à l'avenir, on envisagera plus souvent d'enfouir des lignes électriques, ce dont elle se félicite. Elle est même d'avis que cette tendance devrait être encouragée par une modification des conditions applicables. Par ailleurs, elle fait remarquer que le Conseil fédéral prévoit différentes mesures, dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie énergétique 2050, en vue d'accélérer les procédures de construction et de transformation des réseaux électriques.

Déchets radioactifs. Pas de droit de veto pour les régions concernées

Par 7 voix contre 2, la commission propose à son conseil de ne pas donner suite à une initiative déposée par le canton de Nidwald (12.319 « Loi sur l'énergie nucléaire. Modification ») ; cette initiative vise à ce qu'aucun canton ni aucune région de Suisse ne puisse se voir imposer un dépôt en profondeur pour le stockage des déchets radioactifs. La CEATE-E estime en effet qu'il faut régler le problème de l'évacuation de ces déchets. La loi sur l'énergie nucléaire prévoit que cette évacuation ne peut avoir lieu qu'en Suisse et la sécurité joue un rôle primordial dans le choix du site. La majorité de la commission pense

que, si les régions dont il est question disposaient d'un droit de veto, le site satisfaisant le mieux aux critères techniques de sécurité pourrait être exclu du choix.

De plus, la majorité de la CEATE-E relève que les travaux concernant la sélection du site définie par le plan sectoriel « Dépôts en couches géologiques profondes » sont déjà trop avancés pour qu'une modification a posteriori des bases légales se justifie. Enfin, elle souligne qu'on a veillé à associer étroitement à la procédure de sélection les régions et les cantons désignés pour abriter un dépôt en profondeur : une solution sûre et juste passe par un dialogue avec la population concernée, qui doit au final soutenir cette décision de portée nationale.

Si la minorité de la commission partage ce point de vue, elle est toutefois d'avis qu'il est absolument indispensable de suivre le processus long et délicat du dialogue pour parvenir à un consensus. Et imposer un dépôt en profondeur à la population sans avoir reçu son approbation expresse reviendrait à passer outre à ce processus essentiel. C'est pourquoi la minorité de la CEATE-E propose à son conseil de donner suite à l'initiative.

La commission a siégé le 21 février 2013 à Berne, sous la présidence du conseiller aux États Didier Berberat (S/NE).

Berne, le 22 février 2013 Services du Parlement

Renseignements :

Didier Berberat, président de la commission, tél. 079 240 71 09

Michael Ruch, secrétariat de la commission, tél. 031 324 12 26